

DROIT D'ASILE

Vite fait, mal fait



Face à la nouvelle loi luxembourgeoise aussi, les réfugié-e-s ont besoin de courage. (Affiche: UNHCR, World Refugee Day 2005)

La réforme du droit d'asile risque d'affaiblir les garanties dont bénéficient les demandeur-se-s. La Chambre se prépare à passer outre les critiques du Conseil d'Etat.

(RK) - Pour Laurent Mosar, les choses sont claires: le projet de réforme du droit d'asile se heurtera à l'opposition du Conseil d'Etat. Il faudra donc, comme le prévoit la constitution luxembourgeoise, deux votes de la Chambre des députés, espacés d'au moins trois mois. Autant alors effectuer le premier vote avant les vacances d'été, afin d'adopter définitivement la loi dès l'automne. C'est cette intention que le député CSV a annoncé lors de la conférence de presse sur le bilan gouvernemental de son parti, la semaine dernière.

"Pas de vote avant les vacances", ont contré les Verts par voie de communiqué. Celà reviendrait à bâcler la discussion engagée au niveau de la Commission des Affaires étrangères et de l'Immigration de la Chambre. Interrogé par le woxx, le député Vert Felix Braz précise: "La moindre des choses serait que la commission puisse rencontrer des représentants du HCR." En effet, le Haut commissariat pour les réfugiés des Nations unies a émis un avis critique sur le projet, dont certaines dispositions ne respecteraient pas les standards de droits humains.

Quelques avancées

Lundi dernier, la commission a fait du sur place: la réforme du droit d'asile n'a pas été traitée, car il a fallu débattre des conséquences du Sommet européen sur le référendum luxembourgeois. Les chances pour que le plan de Laurent Mosar soit réalisé s'amenuisent. Lydie Err (LSAP), rapporteuse du projet, ne veut pas mettre la pression sur la commission: "On peut essayer d'arriver à un premier vote

avant les vacances, mais pas en sacrifiant le sérieux de l'examen du projet." Elle verrait plutôt un bouclage des amendements de la commission, qui pourraient alors être avisés par le Conseil d'Etat durant l'été.

Sur certaines améliorations, un accord se dégage au sein de la commission. L'accès au marché du travail serait facilité par rapport au texte d'origine. Mais le délai d'un an, que les personnes demandant l'asile doivent attendre, ne serait pas changé. "Se limiter à réduire ce délai ne changerait pas grand-chose, car sur base du texte actuel, le ministre peut facilement refuser toute demande", explique Lydie Err. Un autre point d'accord concerne "l'accès aux demandeur-se-s" et aux informations sur les procédures en cours. Prévu pour le seul HCR, ce droit sera étendu à d'autres organisations agréées. Si cette disposition est appliquée en pratique, des organisations comme l'Asti et le Clae pourront enfin faire leur travail d'observatrices critiques de la politique d'asile.

Le principal conflit avec le Conseil d'Etat se situe en matière de procédures d'appel. En effet, celui-ci dénonce les mécanismes judiciaires exceptionnels prévus pour les recours contre des décisions sur le droit d'asile. Ainsi, d'après le projet gouvernemental, les personnes en procédure normale auront droit à un recours selon des règles restrictives, mais surtout, si elles font appel, il ne sera statué qu'en annulation, c'est-à-dire sans examen de fond. Ensuite, contre la décision de déclarer une demande irrecevable, il y a certes un recours de prévu, mais pas d'appel. Enfin, contre la décision de traiter une demande en procédure accélérée, il n'y a aucun recours possible.

Sans appel

Le Conseil d'Etat estime que "le souci de rapidité ne peut toutefois légitimer la suppression des garanties de l'Etat de droit de manière aussi fondamentale." Il propose un texte plus conforme aux principes de droit commun, non sans lancer une pique contre les auteurs du texte: "Faut-il rappeler que l'origine des longues procédures réside essentiellement dans les difficultés de boucler les dossiers au niveau administratif pour déboucher sur une décision administrative?"

La tentative de réduire les droits des demandeur-se-s d'asile n'est pas nouvelle. La réforme proposée par le ministre Luc Frieden en 1999 visait également à supprimer des possibilités d'appel ou à les réduire à des appels en annulation. A l'époque, l'opposition du Conseil d'Etat et l'intense lobbying des organisations de défense des réfugié-e-s avaient obtenu le retrait de ces passages. Cette fois-ci, et bien que le ressort soit passé aux mains des socialistes, la majorité gouvernementale semble décidée à serrer la vis, même si cela lui vaut une opposition du Conseil d'Etat et rend nécessaire un second vote. Une situation incompréhensible,

d'autant plus que la rapporteuse-même n'est pas convaincue du texte gouvernemental. "Je préférerais conserver les principes de l'Etat de droit, à condition que cela ne retarde pas la procédure", avance prudemment Lydie Err.

Guy Thomas, un avocat qui assiste régulièrement des demandeur-se-s d'asile, estime qu'un maintien des procédures d'appel normales n'allongera pas significativement les procédures. Il s'inquiète: "S'il y a un seul juge qui statue, il y a un certain risque d'erreur. Or pour la personne concernée, une demande déclarée irrecevable, cela peut être une question de vie et de mort." L'avocat admet qu'en pratique, les juges d'appel sont souvent plus sévères que ceux de première instance. "Mais cela peut évoluer", dit-il. En matière de demandes de régularisation par exemple, la juridiction d'appel a développé une interprétation du droit plus favorable aux demandeurs que la première instance.

Asylum dumping

Avec le nouveau texte de loi, de telles garanties supplémentaires ne seraient pas de trop. Celui-ci fait appel aux notions de "pays tiers sûr", conduisant à l'irrecevabilité de la demande et de "pays d'origine sûr", entraînant une procédure accélérée. Les pays européens refoulent régulièrement des réfugié-e-s vers des pays comme la Turquie, la Tunisie ou l'Albanie. Or, en pratique, les gouvernements de ces pays ne garantissent pas le respect des droits humains, comme le montrent de nombreux cas individuels. "De telles classifications sont difficilement compatibles avec l'exigence d'examen individuel de la demande, prévue par la Convention de Genève", estime Felix Braz. Lydie Err s'attend également à un impact sur les examens individuels. Néanmoins, elle considère l'idée d'une liste européenne de "pays d'origine sûrs" comme "acceptable" - surtout que celle-ci risque de ne jamais voir le jour, vu les désaccords entre les 25. La bataille dans la commission se jouera autour de la création d'une liste nationale, idée que Braz et Err rejettent.

La réforme du droit d'asile concoctée par des ministres socialistes ne fait pas vraiment souffler un vent nouveau. L'objectif demeure de réduire le flux de réfugié-e-s vers le Luxembourg et non d'améliorer la procédure de reconnaissance du statut. De quoi trouver sa place dans ce que le Conseil d'Etat qualifie de "course au moins-disant humanitaire" entre les pays de l'Union.

Diskussion um Pressekodex

Wo beginnt und wo endet die Freiheit der Presse? Welche Kontrollmechanismen sind sinnvoll? Und wie können sie aussehen? Diese Fragen stehen im Mittelpunkt eines Vortragsabends mit anschließender Debatte, der am Freitag, dem 1. Juli um 19.30 Uhr im Bonneweger Casino stattfindet. Gastdozent bei der Veranstaltung, die von der neu gegründeten Journalistengewerkschaft SJL organisiert wird, ist der dpa-Journalist Manfred Protze aus Bremen. Protze ist Sprecher des Bundesvorstandes der Deutschen Journalisten-Union bei der Dienstleistungsgewerkschaft Verdi und zudem Vorsitzender im Beschwerdeausschuss des Deutschen Presserates in Bonn.

Die VeranstalterInnen erhoffen sich mit der Konferenz auch Impulse für die Debatte, die derzeit um die weitere Gestaltung des aus JournalistInnen und VerlegerInnen bestehenden luxemburgischen Conseil de Presse geführt wird. Bisher war seine Funktion weitgehend auf die Verteilung von Pressekarten beschränkt gewesen. Mit dem neuen Presserecht, das im vergangenen Jahr in Kraft getreten ist, hat der Gesetzgeber dem Presserat aber auferlegt, einen Code de déontologie zu formulieren und Mechanismen zu seiner wirksamen Kontrolle einzurichten. Darüber wird derzeit beraten, allerdings sind bei den Unterredungen nicht alle Betroffenen dabei: Die SJL ist im Presserat bisher offiziell nicht vertreten.

David et Goliath

Ils sont tous deux rompus à la dialectique: marxiste pour l'un, jésuite pour l'autre. Ce samedi 25 juin, de midi à treize heures, André Hoffmann, figure de proue de la Gauche et Jean-Claude Juncker, premier ministre chrétien-social, vont s'affronter sur les ondes de la radio 100,7 et d'RTL. D'ailleurs, ces deux stations peuvent souffler. Dans l'incertitude de la tenue du référendum, le SIP avait déjà fait annuler le face-à-face avant de redonner son feu vert. Le sujet s'impose par lui-même: pour ou contre la constitution européenne? Qui, d'un chef du gouvernement déterminé ou d'un intellectuel de gauche respecté au-delà de sa propre chapelle, saura marquer les points peut-être décisifs en faveur de son camp?

Nächste Woche:

IVL, nicht so schnell!

Das Integrative Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept (IVL) zeigt, wie eine nachhaltige Entwicklung für Luxemburg aussehen könnte. Das Innenministerium versucht nun, dieses Konzept umzusetzen - nicht ohne Schwierigkeiten.

Wir sagen "Ja" ...

... zu unserer Serie "Referendum". Der Vorwurf, die Politik sei etwas naiv mit dem Thema EU-Verfassungsreferendum umgegangen, lässt sich voll auf die woxx übertragen. Leichtgläubig wie wir nun mal sind, hatten wir für die verbleibenden Wochen bis zum 10. Juli eine Serie zum Referendum angesetzt. Sie sollte das für Luxemburg ungewohnte Verfahren aus unterschiedlichen Blickwinkeln betrachten. Letzte Woche dann das große Bangen: Kaum begonnen, sollte es nach drei Auflagen mit der Serie schon vorbei sein? Eine Redaktionskonferenz jagte die andere: "Die sagen ab! - Nein, es scheint doch weiterzugehen? - Das Risiko ist ihnen zu groß! - Das Ding kann überhaupt nicht mehr abgeblasen werden ..." So unterschiedlich die News aus Brüssel und Luxemburg waren, so unklar die Antwort auf die Frage, ob eine Fortführung der Serie überhaupt Sinn macht. Jetzt wissen wir: Alle wollen am 10. Juli abstimmen, keiner will seine Flyer und Sticker einstampfen. Das einstimmige Votum der Redaktion: Wir machen weiter.